

Conclusion colloque « sport demain, enjeu citoyen ».

Je voudrais d'abord remercier les collègues de la région parisienne et notamment celles et ceux de l'académie de Créteil, le conseil régional IdF, le conseil général 94, toutes les intervenantes et tous les intervenants, les représentants-es des candidats-es qui nous ont aidés à faire que ce colloque soit riche et passionnant. Impossible bien entendu de les citer tous, donc un merci global et collectif !

Nous l'avions dit en introduction, organiser ce colloque sur le thème du sport était pour le SNEP une gageure. Nous pouvons estimer que notre pari est réussi compte tenu de la richesse des débats : ceux-ci ont éclairé, approfondi et enrichi nos analyses de départ et nos propositions.

Même si la première séquence a été transformée suite à l'indisponibilité de l'intervenant connue à la dernière minute, la richesse des propos de Michel Serres et l'analyse critique d'Yvon Léziart ont été fort intéressantes (encore merci à Yvon). Mais ça a aussi été le cas de l'ensemble des analyses, des échanges dans les séquences d'hier après-midi sur l'état des lieux du sport, avec entre autres, une forte préoccupation : celle des installations sportives.

Je n'ai pas pu participer bien sûr à tous les ateliers ce matin mais les échos qui m'en sont remontés mettent en évidence la richesse de la réflexion sur des pratiques axées sur la démocratisation mais aussi sur les obstacles rencontrés. Des débats à poursuivre donc.

La réflexion sur les fonctions sociales du sport (réelles ou supposées), sur celles qu'on cherche parfois à exacerber et qui peuvent faire oublier que le sport, c'est d'abord et avant tout des pratiques, des activités, des techniques, bref une culture à s'approprier, est elle aussi à approfondir, mais un grand pas a été franchi ce matin...

Bien entendu, la dernière séquence, sur quelles politiques et services publics pour « démocratiser et émanciper » a montré la multiplicité des réponses, notamment des politiques interpellés. Pas certain d'ailleurs que toutes ces réponses portent ce que nous appelons, nous, démocratisation et émancipation, car là est bien l'enjeu pour le SNEP. Comptez sur nous pour porter nos exigences.

C'est quoi, un sport démocratique et émancipateur ?

Le sport porte-t-il en lui l'émancipation, et qu'est ce qui la freine, la bloque même souvent, et fait que maintes pratiques s'éloignent de cet objectif qui devrait être central et permanent ? Le sport doit nécessairement être travaillé, faire l'objet de choix de types de pratiques, de traitements pédagogiques et didactiques, de formes d'organisation, etc. pour que cette émancipation soit réelle et durable. En titrant le document sur ses dix propositions « rendre le sport émancipateur », le SNEP a fait un choix, qui reste discutable d'ailleurs.

On l'a vu tout au long du colloque, la question du service public du sport est posée. Mis à mal ces dernières années, il doit être reconstruit, transformé, amélioré, avec une responsabilité et un engagement forts de l'Etat et un budget à la hauteur des besoins. Cela nécessite des engagements mais surtout des décisions et nous ferons tout pour que les prochaines élections enclenchent des processus de transformations profondes. Avec d'abord une remise en cause de la RGPP qui place

actuellement le sport et ses personnels sous la responsabilité de la cohésion sociale et de la santé, restreignant son champ, transformant les missions des personnels qui ne peuvent plus jouer leur rôle pour la formation des cadres et l'aide au mouvement sportif (quand leur poste n'est pas supprimé). Je ne vais pas ici reprendre nos dix propositions. Mais c'est aussi de la mise en place d'un véritable dialogue social qu'a besoin le sport

Chacun a dit son intérêt pour l'EPS à l'école puisqu'elle touche tous les jeunes du pays, et pour le sport scolaire, deux véritables services publics à conserver et développer. Il nous faut une éducation physique et sportive scolaire centrée sur l'appropriation critique des activités physiques, sportives et artistiques qui constituent le référent culturel de la discipline. Cela nécessite un traitement scolaire et didactique des activités, un travail sur cette culture, comme dans les autres disciplines d'enseignement.

Mais les débats de ces deux jours montrent qu'il est des égarements dans lesquels il ne faut pas s'aventurer. Et il ne saurait donc être question d'aller vers ce que certains, absents de ce colloque (ou bien silencieux !) souhaitent : une EPS de base coupée de ses référents culturels et centrée sur des objectifs transversaux certes importants « santé, citoyenneté, goût de l'effort, respect de l'autre, etc. », EPS qui serait complétée, pour certains, par une animation sportive assurée par le mouvement sportif. L'importance des objectifs transversaux ne saurait détourner l'EPS de sa mission première, l'entrée en culture.

Et nous pensons que le mouvement sportif n'a rien à gagner à rentrer dans un tel processus de confusion qui ne règlerait en rien les besoins du sport extra-scolaire.

Emancipation disons nous : je voudrais à ce titre revenir sur la séquence forte d'hier soir sur « femmes et sport » avec l'appel lancé par le colloque sur ce thème.

Au moment où certains voudraient développer une EPS et un sport des filles différent de l'EPS et du sport des garçons, prenant prétexte d'une réalité : les filles pratiquent moins que les garçons et notamment les filles des milieux populaires, ou d'a priori, les filles n'aimeraient pas la compétition ; au moment où la FIFA, à l'approche de la Coupe du Monde de Football au Qatar, envisage d'autoriser les femmes, à jouer voilées, au moment où certaines fédérations valorisent les tenues soit disant « sexy », il nous faut mettre au centre l'émancipation des femmes dans le sport et valoriser la formule : « Le sport une chance pour les femmes, les femmes une chance pour le sport ».

Les terrains de réflexion et d'action sont donc multiples, le chantier semble parfois considérable tant la marchandisation effrénée a gangrené le sport, tant les choix politiques l'ont fragilisé.

Alors maintenant, que faire ? Déjà rendre compte des débats de ces deux jours et diffuser le contenu des analyses, des échanges, des propositions multiples. Nous comptons sur le Centre EPS et Société pour cela.

Ensuite avoir le souci de poursuivre les débats dans le pluralisme et l'action.

Car s'il nous faut débattre c'est pour bâtir ensemble des alternatives et agir pour leur mise en œuvre.

Ce n'est pas simple dans un milieu qui se réclame de l'apolitisme.

Pourtant, développer la pratique des APSA, transformer le sport, le démocratiser, le rendre émancipateur, résister aux dérives qui le pervertissent (le dopage, la marchandisation, le chauvinisme, etc.) nécessitent un engagement important et une mobilisation forte.

Le SNEP est prêt à travailler avec tous ceux qui partagent cette volonté d'émancipation et ils sont nombreux.

Des structures existent déjà, les Assises Nationales du Sport, le collectif « le sport est un droit ». Il faut les faire vivre et les élargir.

L'objectif est ardu certes, mais il est indispensable pour que le sport soit bien ce fait de culture que nous revendiquons et pour qu'il soit rendu accessible à toutes et tous, dans ses différentes formes et différents niveaux de pratique.

Ensemble, nous pouvons faire preuve de vigilance, construire des propositions, agir pour les faire prendre en compte. En ce sens notre colloque n'est pas une fin, ce n'est pas non plus un point de départ, d'autres réflexions ont heureusement eu lieu mais c'est un élément très intéressant dans un processus à poursuivre et à amplifier.

Alors tous ensemble on y travaille ? Tel est le souhait du SNEP.

Je vous remercie tous de votre participation, bon retour chez vous et à demain dans les débats et les luttes.

Serge CHABROL
Secrétaire général